

RAPPORT du SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de l'UIS des P&R

(Pensionnés et Retraités)

À débattre lors du DEUXIÈME CONGRÈS de notre UIS

EN PRÉSENTANT

LE TRAVAIL DE GESTION RÉALISÉ PAR LA DIRECTION DE L'UIS

NOTES PRÉALABLES.-

- 1) Ce rapport est rédigé des mois à l'avance pour faciliter ce qui suit : a) les traducteurs disposent d'un certain temps (leur travail est fondamental pour notre fonctionnement collectif et mérite temps et gratitude) afin que le rapport soit disponible en 4 langues (espagnol, français, anglais et grec) ; b) les 24 membres de notre direction mondiale disposent d'un mois pour faire leurs contributions, avec lesquelles nous considérerons comme approuvé le texte qui sera rendu public et servira pour le large débat pré congrès qui aura lieu dans toutes les organisations de P&R qui participeront à notre deuxième Congrès ; c) les camarades cités dans le rapport (responsables de secrétariat ou de commission et coordinateurs) ont deux mois pour rédiger leurs documents qui complèteront ce rapport, et seront distribués dès que nous les recevrons.
- 2) Afin que chaque membre de notre UIS puisse faire part de ses opinions lors de ce Deuxième Congrès, en ayant connaissance de toutes les données à prendre en compte, je demande que soient relus les documents approuvés lors du Premier Congrès. Ils sont disponibles en plusieurs langues sur notre site officiel : www.pensionistas.info/web/es/node/83. Ces documents restent entièrement valables depuis l'origine et nous n'allons pas les répéter.
- 3) Devront être également étudiés les documents de compte rendus effectués par le Secrétaire Général, en 14 exemplaires différents de COMMUNICATION, qui sont également disponibles sur le site : <http://www.pensionistas.info/web/es/node/230>
- 4) Lors de ce congrès, nous n'allons pas discuter de questions statutaires. Nous l'avons déjà fait lors de notre Premier congrès et, comme aucune de nos organisations affiliées n'a demandé de proposer des amendements, nous en laisserons le soin au Troisième congrès ou à d'autres à venir, lorsqu'il semblera que c'est nécessaire et utile.
- 5) Les contributions à ce rapport, qu'il s'agisse de compléments, de critiques, d'amendements, de suggestions ou autres, seront toutes portées à la connaissance de tous les congressistes. Même celles qui arriveront bien à l'avance seront distribuées par e-mail afin de faciliter la réflexion collective que tout bon congrès se doit de réaliser.

EN ORGANISANT MONDIALEMENT LES P&R, CONTRE LES MESURES QUE PREND LE CAPITALISME

Camarades,

Les Statuts de notre UIS, approuvés lors du Congrès fondateur (Barcelone, février 2014), prévoient une durée de 5 ans entre deux congrès, cette durée touche à sa fin.

Le moment est venu de faire le bilan du travail collectif réalisé et de prendre également les décisions qui améliorent notre capacité à atteindre l'objectif principal de notre existence, à savoir obtenir une VIE DIGNE pour toutes les personnes âgées, pensionnés et retraités de la planète.

Je rappellerai plus tard quelle est notre définition d'une "vie digne", je rappellerai également que l'âge de départ en retraite ne sera pas le même pour toutes les personnes, sur la planète, tant que le capitalisme créera et perpétuera les inégalités.

NOTRE COURTE HISTOIRE.-

Permettez-moi tout d'abord de passer en revue notre courte histoire au sein de la FSM.

Ce fut judicieux de la part de la délégation espagnole, au 16^{ème} Congrès de la FSM (Athènes, avril 2011), de proposer la création d'une UIS de P&R au sein de la FSM.

Nous devons également remercier George Mavrikos d'avoir inclus la proposition citée ci-dessus dans les conclusions du 16^{ème} Congrès (après avoir entendu les points de vue des P&R présents au dit Congrès).

Après a commencé le processus d'application de cet accord du congrès de la FSM, que nous avons déjà analysé dans les documents approuvés lors de notre Congrès de Barcelone, documents auxquels je me réfère pour ne pas allonger ce rapport inutilement. Vous pouvez les consulter sur le site de notre UIS (www.pensionistas.info/web/es/node/83), où (grâce au bon et très important travail du militantisme et bénévolat que nous avons) ils figurent dans plusieurs langues.

Nous avons pu réunir le Premier Congrès de notre UIS, avec la participation d'une centaine de délégations des 5 continents, et nous avons élu des équipes de direction avec un total de 24 membres.

Ainsi, ce que nous avions annoncé dans la lettre de Convocation du Premier Congrès, s'est réalisé : "UNIR SYNDICALEMENT LE PENSIONNATAIRE DE TOUTE LA PLANÈTE SERA UTILE POUR LA CLASSE OUVRIÈRE".

Par la suite, nous avons tenu avec succès 5 Conférences Régionales : celle d'Amérique à Quito, en Equateur, le 30/9/2015 ; celle de l'Europe au Danemark le 20/7/2016 ; celle de l'Afrique à Dakar, au Sénégal, le 16/11/2016 ; celle de l'Asie au Népal le 3/12/2016 et celle des Pays Arabes en Tunisie le 26/10/17.

En se basant sur les résultats de cet important travail collectif, nous devons dire qu'il n'a pas été facile de réaliser les cinq conférences susmentionnées, puisque : 1) nous n'avions pas de dossiers (que nous commençons à avoir) sur la réalité organisationnelle des P&R dans les pays très différents des 5 continents; 2) nous n'avions pas les contacts que nous avons maintenant (contacts qui cependant restent encore insuffisants); 3) nous ne connaissions pas en détail la réalité des luttes dans chaque lieu; 4) nous n'avions pas de données concrètes concernant les revendications des P&R; etc.

C'est pour cela que lors du Premier Congrès, nous avons créé la Commission Technique et de Recherche, (CTR), dont nous ferons le bilan sur la base du document que les camarades qui la composent (élus au Premier Congrès) nous présenteront. Mais je peux déjà dire qu'il s'agit d'un travail insuffisant. Nous devons analyser les difficultés réelles que les camarades ont eu pour travailler, à savoir : 1) nous n'avons pas eu les moyens financiers pour réunir en présence les camarades de la CTR, 2) le déficit dans la connaissance des langues a été un véritable obstacle, et 3) le plan de travail élaboré est resté à l'état de plan ou proposition, étant donné qu'il n'a jamais été mis en œuvre.

En examinant ce que nous avons appris de la convocation et de la réalisation des 5 Conférences Régionales, je propose que nous tirions les conclusions suivantes :

- 1) Nous avons à nous doter de bons fichiers dans lesquels figurent les organisations de P&R sur des positions de classe, pays par pays. (Tâche du Secrétariat à l'Organisation, aidé en cela par l'équipe coordinateur).
- 2) Nous devons impliquer les bureaux régionaux de la FSM dans notre travail d'organisation. Un grand nombre d'entre eux sont de création récente et n'ont presque pas contribué à la préparation des 5 Conférences. (Nous savons que la direction centrale de la FSM nous aidera à améliorer les échanges entre l'UIS et les Bureaux Régionaux et, pour faire un premier pas dans cette direction, nous avons invité à ce deuxième Congrès, une personne en représentation de chacun d'entre eux).
- 3) Nous devons veiller à ce que les personnes qui assistent à nos réunions soient, en toute logique compte tenu de l'âge des P&R, d'anciens dirigeants syndicaux expérimentés, mais qui de plus soient également prêts à consacrer du temps aux tâches de notre UIS. Il est nécessaire d'assouplir cette exigence pour faciliter l'incorporation de cadres plus jeunes et, surtout, de femmes qui, d'une part, en raison des inégalités auxquelles elles ont été soumises, n'atteignent généralement pas cette expérience et ce leadership, mais, d'autre part, elles sont les dépositaires de l'expérience de l'oppression patriarcale. Cela les rend irremplaçables dans la direction de la lutte anti-patriarcale et de la lutte des classes Il ne suffit pas d'assister à nos réunions internationales, si ensuite n'ont dispose pas du temps nécessaire pour remplir les tâches que, collectivement, par décision de chaque Conférence, on a demandé d'assumer. (Cette réalité et cette difficulté nous ont obligés à apporter des changements au sein de certains équipes de gestion).
- 4) Nous devons trouver des méthodes de travail collectif, par exemple des vidéoconférences, pour lesquels l'intégration des cadres plus jeunes va faciliter la

possibilité de tenir des réunions et des réflexions collectives sans les coûts élevés (en temps et surtout en argent) des réunions en face à face.

- 5) Nous devons utiliser des documents courts qui définissent raisonnablement les plans de travail de chaque équipe de gestion.

Grâce aux 5 Conférences mentionnées et analysées, nous disposons d'une équipe dirigeante dans chacun de ces continents ou régions, même si ce n'est pas encore la parité, et cela nous en coûtera, que c'est le cas

Ce que nous n'avons pas encore, ce sont les résultats importants de ces équipes. Dans les rapports qui nous seront présentés par les coordinateurs ou coordinatrices régionaux (reflétant le débat de leurs équipes), nous verrons et analyserons, lors de ce deuxième Congrès, comment améliorer notre travail dans chaque réalité territoriale.

Tout cela s'est réalisé avec très peu de moyens financiers, étant donné que les données citées vont jusqu'au 31/12/2017 et que la grande majorité des organisations participant à l'UIS n'ont pas encore versé la cotisation annuelle qui leur correspond (seules 9 organisations ont payé, au moins une cotisation : 7 en Europe, une en Amérique et une en Asie). J'y reviendrai plus tard.

Etant donné que notre lutte contre les décisions du FMI¹ qu'appliquent tous les gouvernements capitalistes, est mondiale, nous avons dû et devons les affronter en pratiquant l'internationalisme prolétarien². Nous avons été capables de réaliser les deux premières Journées Mondiales de Lutte aux alentours des 1^{er} octobre 2016 et 2017, avec de meilleurs résultats lors de la deuxième.

À l'heure où j'écris ce rapport, nous préparons la troisième de ces Journées, celle du 1^{er} octobre 2018. Elles seront au débat lors du deuxième Congrès quand nous devrons avoir une réflexion globale sur ces appels.

En préparant le travail de ce congrès, il convient de rappeler les doutes que nous avons avant de convoquer la première de ces Journées Mondiales de Lutte³.

La FSM elle-même a, au cours de la période récente, peu d'expériences de Journées Mondiales de Lutte en dehors de celles relatives à des thèmes spécifiques tels que les droits des travailleuses⁴, ou celles annuelles de lutte pour célébrer les anniversaires de la FSM.

Les deux premières Journées de Lutte Mondiale, les 1/10/2016 et 1/10/2017, sont les seules déjà tenues avant la rédaction de ce rapport. En examinant les documents dans lesquels nous évaluons les résultats des deux premiers jours, nous constatons que :

- a) Dans tous les cas, nous avons eu un document d'orientation des objectifs de la Journée (je remercie le Commission Technique et de Recherche, plus les P&R du PAME, pour la rédaction initiale de ces documents et la conception de l'affiche annuelle).
- b) Il nous a été difficile de transmettre les propositions à tous les pays et organisations qui auraient pu participer (en raison du problème déjà mentionné

des fichiers de notre organisation et des difficultés de traduction en plus de langues).

- c) Il n'a pas toujours été possible de réaliser l'action le même jour, pour s'adapter à la réalité de lutte de chaque syndicat ou organisation de P&R, la situation de chaque pays en plus. Mais pour l'essentiel, comme les dates étaient proches (celles qui ne coïncidaient pas), cela a donné le niveau de réponse mondiale dont nous avons besoin pour répondre aux mesures prises par le capitalisme contre les P&R.
- d) Il nous a manqué une meilleure remontée des résultats des actions réalisées (photos, documents, vidéos, etc.).

Mais, malgré les insuffisances, dont nous tirons les leçons, nous devons dire que **le 1^{er} octobre 2016 restera dans l'histoire comme étant la première fois où une action mondiale des P&R eut lieu sur les 5 continents.**

C'est déjà un patrimoine de la FSM, de notre UIS et de notre travail collectif. L'organisation mondiale, sur des positions de classe, des P&R des 5 continents, est et continue d'être nécessaire.

LA RÉALITÉ DANS LAQUELLE NOUS AGISSONS. –

Je pars du principe que nous sommes d'accord en général sur l'analyse de la réalité politico-économique et syndicale dans laquelle nous vivons aujourd'hui sur la planète Terre. Les décisions du 17^{ème} Congrès de la FSM (Durban, octobre 2016) nous servent de référence. En résumé, nous luttons contre un capitalisme/impérialisme qui sait qu'il connaît une crise systémique et structurelle (reconnue il y a quelques jours à Davos par les plus grands ennemis de la classe ouvrière mondiale). C'est pourquoi, et en raison de la crainte qu'a la grande bourgeoisie de voir disparaître le capitalisme et se propager le socialisme sur toute la planète (ce qui finira par arriver plutôt que prévu), même certaines personnes parmi les plus riches du Monde demandent que l'on consacre de l'argent⁵ aux services sociaux (en citant le cas des pensions, parmi les questions les plus urgentes).

En Europe, la Commission européenne, composée de membres non élus démocratiquement mais nommés par les gouvernements, agissant en-dehors du parlement européen, élu, a fixé des objectifs clairs en matière de retraites : diminution du montant des pensions, augmentation de l'âge de départ à la retraite. La Grèce a été le premier pays à mettre ces objectifs en application, sous l'influence de la «troïka», avec la complicité du gouvernement «de gauche», mais les autres font en sorte de se conformer rapidement aux «recommandations» de la Commission et d'accélérer des contre-réformes déjà engagées depuis des années.

Ainsi, en France, où le patronat n'a jamais pu accepter que les sommes consacrées à la protection sociale, et notamment aux retraites, lui échappent (du fait de la mise en vigueur du programme du Conseil national de la Résistance, dès 1945), les attaques contre ce qu'on appelle «le modèle social français» se sont multipliées au fil des années. Aujourd'hui, sous prétexte d'équité, d'égalité de traitement, de simplification, le gouvernement programme la destruction de la retraite par répartition, solidaire et intergénérationnelle pour la remplacer par un système calqué sur le modèle suédois, qui a déjà fait la preuve de sa dangerosité. A

court terme, le départ en retraite pouvant aller jusqu'à 67 voire 70 ans, diminution drastique du montant des pensions, sauf pour les personnes ayant eu les moyens de capitaliser. En conséquence, et même les analystes de droite le reconnaissent, nouvelle augmentation de la pauvreté chez les retraités, diminution de l'espérance de vie en bonne santé voire de vie tout court par manque de moyens pour se soigner, mais satisfaction des banques, assurances et actionnaires!

Face à cette réalité, c'est-à-dire face à un ennemi organisé à l'échelle internationale, nous avons encore des P&R qui luttent plus séparément, pays par pays, que collectivement et internationalement.

C'est pourquoi notre premier Congrès fut une étape très importante, et nous poursuivrons cette ligne d'affrontement avec les mesures du capitalisme, mesures préconisées par le FMI (Fonds Monétaire International).

Pour résumer ce qui fut approuvé lors de notre Premier Congrès, il faut rappeler que nous sommes convenus de défendre de manière internationale le droit à la retraite universelle⁶, avec une pension publique permettant de vivre dignement, et que pour cela nous avons décidé de créer des instances de direction de notre UIS qui soient en capacité de réaliser cet objectif.

Nous savions et nous savons que le droit à la retraite est une conquête très importante de la classe ouvrière arrachée il y a plus de cent ans, mais qui s'est consolidée lors de la Révolution bolchévique, déjà centenaire, victorieuse en octobre 1917 dans la Russie tsariste.

L'une des premières mesures que prit Lénine, à la tête de l'URSS et des soviets, fut d'universaliser ce droit de la personne à la retraite, droit qui perdura dans les pays où se construisait le socialisme jusqu'à ce que la riposte capitaliste parvienne à stopper la progression vers le renforcement du socialisme et du communisme. Aujourd'hui, les citoyens de ces pays, retournés à l'exploitation capitaliste, déplorent de ne pas avoir été en mesure de défendre les conquêtes historiques dont ils bénéficiaient en tant que classe ouvrière.

La réalité des nombreux droits de la classe ouvrière, que la victoire du socialisme a rendus possible, s'est étendue à de nombreux pays capitalistes, en particulier à ceux où existait une meilleure organisation de la classe ouvrière, en général à tous les pays les plus industrialisés. Cela a permis d'élargir et de consolider⁷https://translate.googleusercontent.com/translate_f-edn8 le droit aux pensions publiques à partir d'un certain âge, qui variait en fonction de l'espérance de vie de chaque région de la planète et de la capacité de sa classe ouvrière à lutter.

La FSM, née à Paris en octobre 1945, fut, en tant que coordinatrice et moteur du syndicalisme de classe, celle qui a le plus contribué à étendre les droits du prolétariat⁸, notamment le droit à la retraite.

Il va sans dire que ce droit, qui, s'il existait déjà dans les pays socialistes, ne s'est pas étendu à tous les pays capitalistes comme un droit universel, du fait que le syndicalisme de classe fut persécuté dans de nombreux États. Ainsi, pour résumer, on peut dire que c'est en Europe que ce droit s'est trouvé renforcé le plus, puis en Amérique et Australie, et dans une moindre mesure en Asie et en Afrique.

Les P&R ont commencé à lutter collectivement peu de temps après avoir gagné ce droit. La lutte de classe a toujours été cela, le résultat de la confrontation d'intérêts contraires entre la classe exploiteuse et la classe exploitée. Il en sera ainsi tant que nous ne mettrons pas fin à l'existence du capitalisme et du patriarcat qu'il défends.

En cela, nous avons pu constater qu'il existe des organisations de P&R ayant une très longue histoire (des décennies, comme celle du PAME), et comptant de nombreuses années de lutte (telle l'Argentine avec plus de 25 ans de présence dans la rue, devant son Parlement, chaque mercredi, soit presque 2500 semaines consécutives).

Nous devons également nous réjouir du fait que le nombre d'organisations de P&R sur des critères de classe, a augmenté de manière significative, (qu'il s'agisse ou non de syndicats, étant donné l'histoire différente de la lutte et la légalité de chaque pays). Pour cette raison, nous saluons le Congrès que les syndicats de l'USB (affiliés à la FSM) ont tenu à Rome en mai 2017. En outre, de nouvelles organisations de P&R se sont créées dans de nombreux pays, les plus récentes (jusqu'à présent) se trouvant au Pérou et en Algérie.

En outre, les organisations de P&R qui existaient et se battaient depuis des années (avant la création de notre UIS) pour défendre les justes revendications des P&R, ont pris contact avec l'UIS de la FSM et s'y sont affiliées ou discutent en interne de la pertinence de le faire, comme c'est le cas de la COBAP du Brésil qui compte plus de 1 million 100 000 filiales.

Il existe des organisations qui bien que moins anciennes en années, n'en sont pas pour autant moins fortes et combatives, comme c'est le cas au Chili du mouvement NOmasAFP, descendu dans la rue à plusieurs reprises avec plus d'un million de Chiliens disant qu'il y en a assez du système de pensions privé (en réalité du vol) mis en place (avec le soutien de la CIOSL, actuelle CSI, des syndicats jaunes) par le fasciste et dictateur Pinochet.

Bien qu'à l'heure actuelle, nous ne soyons pas coordonnés avec toutes les organisations de P&R qui défendent tout ceci sur des positions de classe, nous essayons d'avoir autant d'échanges que possible pour améliorer l'efficacité de notre lutte contre l'ennemi commun mondial, le capitalisme et le patriarcat⁹. C'est précisément pourquoi, ce Deuxième Congrès, comme tous ceux de la FSM, sera un Congrès démocratique et participatif ouvert à toutes les organisations de P&R qui, sur des positions de classe, souhaitent y participer, même en tant qu'observatrices.

D'autre part, nous avons soutenu toutes les luttes justes des P&R dans de nombreux pays des 5 continents, comme celles en Argentine (tous les mercredis depuis 25 ans), au Chili contre les AFP (Pensions privées créées par Pinochet avec le soutien de la CIOSL, aujourd'hui CSI), en Grèce, en Espagne, au Portugal, en France, etc.

Nous avons rendu visite, en tant qu'UIS des P&R de la FSM, à des organisations de P&R, comme ce fut le cas au Portugal, en France et en Espagne.

Au chapitre des visites, les Coordinateurs nous expliqueront leurs difficultés, difficultés que nous devons aider à surmonter, en remplaçant dans certains cas, ce qui pourrait être obtenu par les voyages, par des échanges sur Internet de documents, de revendications et de situations. Nous devons consacrer de plus grands efforts à ces échanges écrits.

Nous avons soutenu documents à l'appui (et par des démarches directes) les réclamations légales, devant plusieurs gouvernements, des P&R qui ont cotisé pour avoir droit à une pension dans un pays et qui maintenant résident dans un autre (les pêcheurs sont les plus affectés, mais il y en a dans tous les secteurs de la production et des services).

Nous avons envoyé des messages de solidarité à plusieurs groupes de travailleurs actifs en lutte pour démontrer que la classe ouvrière est un ensemble indivisible au sein duquel le soutien des P&R doit parvenir aux travailleurs en activité et vice-versa.

Nous avons assisté aux réunions bureaucratiques annuelles de l'OIT, afin que les revendications, que nous exigeons des gouvernements capitalistes et du patronat du monde entier, y soient connues, et également afin qu'ils sachent que nous dénonçons les Pactes Sociaux, pactes entre gouvernements et patrons susmentionnés, signés par les syndicats jaunes. Des pactes qui, dans plusieurs pays, ont repoussé l'âge de la retraite, abaissé considérablement le montant des pensions et n'ont bénéficié qu'au patronat et aux syndicats jaunes lors de la gestion des Fonds de Pension Privés.

Sur notre site internet, vous pouvez lire (et aussi écouter, en plusieurs langues - même si les traductions ne sont pas toujours correctes -) les discours de notre UIS devant l'OIT.

Enfin, mais c'est très important, nous devons souligner, dans ce résumé de la situation dans laquelle nous agissons, l'inégalité inacceptable qui existe entre hommes et femmes (différences entre les sexes) dans la question des P&R. D'une part, les femmes, dans de nombreux pays et dans trop de cas, n'ont pas droit à une pension, la société capitaliste les poussant vers les tâches ménagères non rémunérées, ce qui fait qu'atteignant l'âge de la retraite aucun droit à une pension ne leur est reconnu par leurs antécédents de travail domestique. D'autre part, lorsque les femmes obtiennent le droit de percevoir une pension publique, son montant est, en moyenne, bien inférieur à celle des hommes (par exemple, en Europe, il est, en moyenne, 40,2% plus bas). Nous devons demander au Comité Technique et de Recherche de notre UIS de collecter des données sur tous les continents).

Pour faire face à cette situation inacceptable de discrimination à l'égard des femmes, nous proposerons que ce Deuxième Congrès approuve une campagne mondiale contre le fossé entre les sexes, que je concrétiserai dans les propositions finales.

LES OBJECTIFS DE NOTRE LUTTE MONDIALE. –

Je résume l'essentiel de nos revendications: "UNE VIE LONGUE ET DIGNE POUR LES P&R", c'est à dire: 1) l'eau potable à la maison; 2) des aliments sains et en suffisance; 3) un logement habitable; 4) la Santé, la Culture, les Loisirs et le Transport de proximité publics, gratuits et de qualité; 5) Droit à toucher sa pension dans n'importe quel pays de la planète; et 6) Cotisation de l'Etat pour la Sécurité Sociale, y compris la pension, pour toute personne en âge de travailler et pour laquelle l'état capitaliste est incapable de fournir un emploi rémunéré correct.

À ces objectifs généraux, nous devons ajouter les objectifs spécifiques et concrets qui dégagent un consensus, région par région ou continent par continent, en fonction des réalités de chaque lieu et des différentes histoires de lutte.

Par exemple, dans plus d'une zone territoriale, la première revendication doit être que le droit à percevoir une pension publique permettant de vivre décemment, soit un droit reconnu par la Constitution de chaque pays. Dans de nombreux endroits, seuls certains secteurs de production ou de services ont encore droit à une pension (généralement ceux liés aux plus grandes entreprises et ceux de la fonction publique).

LES DIFFICULTÉS À SURMONTER COLLECTIVEMENT. –

Nous pourrions dire, d'après ce qui précède, qu'en raison de la jeunesse de notre organisation, tout a été couronné de succès, mais nous nous tromperions.

Notre principale erreur ou plutôt, difficulté, que nous devons surmonter, fut de ne pas travailler collectivement, de ne pas donner suffisamment d'importance à la lutte internationaliste des P&R, de ne pas nous inquiéter au-delà des luttes dans chacun de nos pays. Également, entre autres raisons supplémentaires, notre UIS n'a perçu aucunes cotisations, hormis les 9 exceptions mentionnées.

Aucun des Secrétariats créés lors du Premier Congrès, à l'exception de celui des Finances, n'a fonctionné. Aucun plan de travail (il y en avait un de l'Organisation qui est resté à l'état de projet), aucun document, aucun contact avec d'autres situations au-delà du pays où réside la personne responsable.

Il est également vrai que les camarades qui, dans l'exercice de leur responsabilité, ont demandé des réponses aux organisations qui, pays par pays, font partie de notre UIS, n'ont obtenu que le silence comme réponses. Le Secrétariat des Finances s'en est plaint à plusieurs reprises.

Ni la Commission Technique et de Recherche, ni la Commission de Contrôle Financier, deux commissions que nous avons créées lors du premier Congrès, n'ont pas non plus fonctionné. Leurs membres respectifs n'ont même pas pris contact l'un avec l'autre, et les deux camarades qui les dirigent n'ont proposé aucun Plan de Travail collectif pour chacune d'elles. Seule la Commission Technique et de Recherche a élaboré un document d'orientation pour ses travaux, qui ne s'est pas traduit en résultats. La Commission de Contrôle des Finances a envoyé un document qui n'a fait l'objet d'aucun suivi.

Je ne pense pas que nous devrions perdre notre temps à écouter les motivations, ou excuses, que chaque camarade, ayant endossé des responsabilités et ne les ayant pas assumées par la suite, pourrait nous présenter.

Notre Deuxième Congrès devrait se consacrer, pour un sujet si important, à concevoir la meilleure façon de corriger cette situation préjudiciable.

Et pour cela, l'essentiel est d'assumer l'importance de notre travail syndical de classe avec les P&R des 5 continents, toujours à partir des orientations générales de la FSM.

Notre ennemi, le capitalisme impérialiste, a bien pris note de notre existence. La preuve en est non seulement dans ce qui a été dit par l'une des personnes les plus riches de la planète (qui, pour retarder la venue du socialisme, propose de distribuer un peu plus de miettes de ce que l'exploitation de l'homme par l'homme vole), mais c'est aussi dans la "tape sur les

doigts" (l'avertissement) que le patronat mondial a infligé à ses laquais, les dirigeants du syndicalisme jaune.

Jusqu'à la création de notre UIS, il n'existait, au niveau international, qu'une seule organisation européenne de syndicats de P&R. Il n'existait pas, et n'existe pas non plus, d'organisation mondiale, portée par les syndicats jaunes. C'est pourquoi notre UIS continuera cette année (en juin 2018) d'être présente, pour la quatrième fois dans l'histoire séculaire de l'OIT, la seule voix des P&R du monde entier à la Conférence annuelle de l'OIT (ce sera la 107^{ème} en juin prochain).

La CSI ne s'est jamais battue pour la défense des pensionnés, ni celle des retraités. Les pensionnés ne figuraient pas sur la liste des préoccupations du syndicalisme jaune. C'est pourquoi, il y a quelques années, la représentante de la CSI pour toute l'Afrique, Mme Fatima, en tant que déléguée de l'OIT à Dakar, lors d'un séminaire syndical où elle s'exprimait à mes côtés, a déclaré publiquement (avec audace et impudence) qu'en Afrique les pensions n'étaient pas nécessaires, que la solidarité interfamiliale était la meilleure solution pour la vieillesse. Partant de là, il est logique que la CSI n'organise pas les P&R en Afrique.

Elle ne les organise pas non plus, dans la pratique, sur les autres continents non européens. Et au niveau européen, ses réunions sont plus axées sur le tourisme de luxe, que de la planification de batailles syndicales. En réalité, les syndicats jaunes n'ont jamais vraiment appelé à une lutte des retraités, que ce soit au niveau européen ou mondial.

Mais les dirigeants capitalistes sont inquiets par l'organisation croissante des P&R en organisations de classe, et nos manifestations dans les rues de plus en plus fréquentes (par exemple, au Chili, plusieurs fois plus d'un million de personnes, en Grèce plusieurs fois des dizaines de milliers, ainsi qu'en Espagne et en France). La bourgeoisie est inquiète également de voir comment notre activité organisationnelle se développe, telle l'UIS des P&R de la FSM, pays par pays. Son inquiétude grandira d'autant plus avec notre deuxième Congrès mondial, qui sera un grand Congrès démocratique, ouvert à toutes les organisations de P&R ayant des positions de classe. Nous continuerons donc sur la voie du développement de notre UIS.

N'oublions pas que les retraités représentent près de 20% de la population mondiale et près de 30% des personnes ayant le droit de vote, même si celui-ci (tant que nous n'améliorons pas notre activité en tant qu'UIS) est perdu allant à des organisations politiques qui ne luttent pas contre le capitalisme et son patriarcat. Nous devons peser pour que le vote des P&R aille à des formations qui favorisent le passage aux sociétés socialistes, dans lesquelles l'exploitation de certaines personnes par des tiers est interdite.

Les dirigeants bourgeois ont réclamé l'action du syndicalisme jaune, afin qu'il puisse faire ce que ses financiers lui disent de faire : tromper la classe ouvrière. Toujours davantage trompé par celui qui semble être de son côté.

Mais ils ont coincé les dirigeants du réformisme syndical à un moment où ils prévoyaient de faire le contraire, défaire les organisations de P&R là où elles existaient. C'est le cas de l'Espagne, par exemple, où les CCOO (comme avant l'UGT) décidèrent lors de leur dernier Congrès de dissoudre la Fédération des P&R pour les réincorporer dans les branches de la production ou de services dont ils sont issus. Dans le même temps, les coûts de fonctionnement de leurs structures bureaucratiques ont été réduits.

Compte tenu de cette pression des dirigeants capitalistes sur le syndicalisme jaune, des revendications modestes (très limitées et confuses, comme il convient au réformisme syndical) et des actions (presque du théâtre syndical) ont commencé à être promues par le sensationnalisme syndical.

Mais il est mal venu de récuser une mesure gouvernementale applicable, si ce que le gouvernement capitaliste impose a déjà été signé en tant que syndicat. Cela arrive aux syndicats jaunes dans de nombreux pays, comme c'est le cas en Espagne, où les CCOO et l'UGT ont signé en janvier 2011 avec la social-démocratie (qui gouvernait alors) le report de l'âge de la retraite et la diminution du montant des retraites. Il en va de même pour les agissements du syndicalisme jaune en Grèce, en France, etc.

Et évidemment, les dirigeants du syndicalisme jaune ne feront pas d'autocritique publiquement (ce qui ne serait crédible que s'ils se convertissaient en syndicats de classe, chose impossible aujourd'hui) reconnaissant que ce sont eux qui ont le plus contribué aux reculs des conquêtes de la classe ouvrière. Nous, les syndicats de classe, devons expliquer cela très clairement. Nous sommes les seuls à pouvoir et à devoir l'expliquer.

Il faut rappeler que le droit à la retraite à vie à partir de 60 ans ou moins, permettant une vie digne (selon les 6 points mentionnés ci-dessus), c'est la classe ouvrière qui l'a arraché par de nombreuses luttes, droit consolidé il y a maintenant 100 ans avec la Révolution d'Octobre des bolcheviks, et étendu, en Europe et sur les autres continents, grâce à la création de la FSM en 1945 et aux luttes qu'elle a soutenues en tant que telle.

Face à tout cela, nous avons des motifs et des raisons, plus des réalités, qui nous permettent d'être optimistes quant à l'avenir de notre UIS, si nous travaillons, si nous dépassons la phase où seuls le Secrétariat général et la Présidence de l'UIS travaillent en commun.

NOTRE RÉALITÉ ORGANISATIONNELLE. –

C'est dans le rapport du Secrétariat à l'Organisation que devraient figurer les données à prendre en compte dans notre débat, mais ce Secrétariat ne fonctionne toujours pas comme le prévoient nos statuts.

Le camarade indien D. Gopalakrishnan a assumé la responsabilité de cette tâche. Il nous a fait différentes propositions de travail et nous a demandé de lui donner le fichier avec tous les contacts qu'il avait à utiliser. Nous lui avons donné ce que nous avons, ce qui n'était pas grand-chose, et lui avons demandé de commencer son travail. Dans le rapport que nous avons demandé au camarade D. Gopalakrishnan, se trouve le reste des explications.

Pour toutes ces raisons, et compte tenu de la nécessité pour le Deuxième Congrès de pouvoir évaluer la capacité de notre UIS à lutter, j'ajoute ici les informations sur notre réalité organisationnelle.

Tout d'abord, nous devons tenir compte du fait que notre UIS a eu une création spéciale, de haut en bas. Comme je l'ai expliqué plus tôt, elle est née d'un accord du 16ème Congrès de la FSM, suivi de la réunion mondiale (Premier Congrès de notre UIS), puis des 5 Conférences régionales.

Pour cette raison, nous pouvons dire que nous avons l'organisation suivante :

- 1) **3 équipes de direction mondiale** : A) Le Conseil exécutif avec 14 camarades des 5 continents, présidé par le camarade Dimos Koumpouris (Président des P&R du PAME en Grèce). B) La Commission Technique et de Recherche avec 7 camarades de 4 continents, que préside le camarade Palmos Panagiotis (de Grèce). C) La Commission de Contrôle Financier avec 3 camarades de 3 continents, présidée par le camarade Kostas Skarparis (Secrétaire Général du PEO P&R à Chypre). Nous avons convoqué une réunion de ces équipes de gestion à Bahreïn, qui était bien préparée, mais qui n'a pas pu se tenir parce que (en raison de difficultés financières) seulement 4 des 24 membres de la direction de notre UIS ont pu se déplacer. Enfin, je voudrais signaler que le Secrétaire général adjoint, le camarade Jean Marie N'Guema de la CGT (Gabon), a aidé autant qu'il a pu, mais son état de santé (avec de nombreuses admissions à l'hôpital au cours des deux dernières années) a rendu ses contributions très difficiles.
- 2) Plusieurs réunions en face à face ont eu lieu à Athènes (certaines d'entre elles profitant de voyages nécessaires pour d'autres activités de la FSM autres que celles de notre UIS), mais seuls les camarades : Dimos Koumpouris, Palmos Panagiotis et Quim Boix, y ont participé régulièrement, de façon épisodique pour Kostas Skarparis.
- 3) La seule chose qui a fonctionné régulièrement, et a permis une direction collégiale, ce sont les réunions (d'abord téléphoniques, puis par vidéoconférence) entre le Président et le Secrétaire Général, toujours rejoints par le camarade Palmos Panagiotis.
- 4) 5 équipes de coordination, un pour chaque zone géographique : a) **Afrique** avec les camarades Lazare Kimankata, Vice-président de notre UIS (du CTP de la République Démocratique du Congo), et Camara Mamadi (de la République de Guinée) qui a poursuivi le travail commencé par le camarade Mostapha Brouziyine (du Maroc) élu pour cette responsabilité lors de la Conférence africaine tenue à Dakar, mais qui malheureusement est décédé très jeune (1/01/18) d'un cancer foudroyant. b) **L'Amérique** a commencé avec la camarade Martha Hervás (de l'Équateur), en tant que Vice-présidente qui s'est rendue en Colombie et à Cuba pour remplir ses fonctions (voir ses rapports sur notre site internet, dans les COMMUNICATIONS du Secrétariat Général). Martha Hervás a dû démissionner pour des raisons de santé et a été remplacée par le camarade Marcos Wolman (d'Argentine), qui est l'actuel Vice-président de notre UIS sur ce continent. C'est le seul continent où deux réunions de la direction régionale-continentale de notre UIS ont déjà eu lieu et les responsabilités ont été réparties par zones. c) **L'Asie** avec le camarade Mohan Bahadur (du Népal), élu Vice-président de l'Asie lors de notre premier congrès. Le camarade a subi une opération cardiaque majeure et se rétablit favorablement. (d) **Europe** avec le camarade Vladimir Kapuralin (de Croatie) comme Vice-président, qui a démissionné de cette responsabilité parce qu'il a dû assumer d'autres tâches dans son pays. Il a été remplacé par le camarade Tony Donaghey (de Grande-Bretagne) et a récemment été assisté par le camarade Cristos Kolovos (de Grèce).

e) **Pays arabes** avec le camarade Abbas Abdul (du Bahreïn) qui a été élu Vice-président lors de notre premier congrès mais qui n'a pas exercé cette activité (ils ont seulement créé le syndicat P&R dans leur pays), ni participé à la Conférence arabe tenue en Tunisie, de sorte que Cossentini Abderraouf (de Tunisie) a été élu coordinateur de cette région, récemment assisté par le camarade Haciba Oldache (d'Algérie).

Dans les rapports que les camarades coordinateurs présenteront à ce deuxième congrès, il y aura tous les détails de la situation de notre UIS dans chacun des continents ou régions, en indiquant les pays qui participent à notre UIS, ceux qui ont assisté à nos réunions, ceux qui ont des organisations de P&J, les luttes qu'ils mènent, etc.

Également dans leur rapport, les camarades coordonnateurs devraient faire état des expériences du Premier Appel aux Actions Régionales, prévu pour mai 2018, et que ce rapport ne peut pas analyser étant donné qu'il a été rédigé avant cette date.

QUELQUES INFORMATIONS CONCERNANT NOS FINANCES. –

Je ne vais pas m'étendre longuement dans ce chapitre de mon rapport, car tous les membres du Congrès devront recevoir, en plus de celui-ci, deux rapports (l'un du Secrétaire aux Finances et l'autre de la Commission Contrôle Financier) qui iront plus en profondeur dans l'analyse des finances de notre UIS.

J'ai déjà mentionné le résumé de ce sujet au début de ce rapport (se référant à nos activités en général) :

"Tout cela avec très peu de moyens financiers, étant donné que la grande majorité des organisations qui participent à l'UIS n'ont pas encore versé la cotisation annuelle qui leur incombe (seules 9 organisations ont réglé une cotisation : 7 en Europe, 1 en Amérique et 1 en Asie). J'y reviendrai plus tard."

Cette réalité, qui constitue un manquement manifeste à nos obligations statutaires, doit être corrigée rapidement. Nous en avons discuté lors de la réunion tenue à Athènes le 13/02/18, au cours de laquelle nous avons validé la convocation de ce deuxième congrès, nous avons approuvé le texte suivant (en toute logique, le texte fait référence à la comptabilité de notre UIS jusqu'au 31/12/2017) :

"Il faut aussi reléguer à des cas exceptionnels (uniquement compréhensible quand cela correspond à l'étape de mise en route d'une nouvelle structure syndicale, comme notre UIS), tels que les 37 voyages de notre Secrétaire Général, dont 30 (y compris celui-ci pour assister à la présente réunion à Athènes), le fait qu'il se les soit payés lui-même, avec l'aide de sa compagne (au total, le Secrétaire Général et sa compagne, ont payé plus de 7.000 € correspondant à 20 voyages, qui figurent dans la liste distribuée aux assistants à la réunion, plus la somme d'euro difficile à détailler pour 4 voyages en voiture personnelle jusqu'à Genève, et 3 voyages, qui étaient des séjours touristiques, au cours desquels le Secrétaire Général et sa compagne ont fait du tourisme dans le pays correspondant, étant donné qu'ils avaient payé le voyage en avion: pour Cuba, le Vietnam et la Tunisie). Les documents financiers, clôturés au 31/12/17, qui seront fournis lors de la réunion, le démontrent. "

Une organisation mondiale doit pouvoir supporter les dépenses de ses dirigeants lorsqu'ils agissent en tant que tels. À compter de ce deuxième Congrès, nous devons être conscients que nous ne sommes pas internationalistes, pour le dire et le répéter maintes fois, mais plutôt pour le mettre en pratique. C'est pourquoi nous devons accorder toute l'importance à l'existence de l'UIS de P&R en tant qu'organisation internationale.

Je vais citer un exemple, qui pourrait en fait avoir un nom et un prénom (qui n'a pas besoin d'être cité) et qui est donné dans de nombreux pays aujourd'hui organisés dans notre UIS. Nous avons vu comment il y avait de l'argent pour se rendre aux réunions (toujours insuffisamment) et en revanche, nous n'avons reçu aucune cotisation de la part de la plupart des pays dont les dirigeants ont été en mesure de voyager. Consacrer 20 % de ce qui est dépensé en voyages en cotisations ne semble pas disproportionné. De plus, nous avons pu constater, malheureusement (pour des problèmes de visas non accordés par notre ennemi de classe qui cherchera toujours des moyens de rendre notre travail plus difficile), que les organisations qui avaient de l'argent pour payer un voyage intercontinental coûteux n'avaient pas d'argent pour payer leur cotisation à notre UIS (bien que la dépense du voyage n'a pas été réalisée).

Pour continuer avec les questions financières, il n'est pas correct que les recettes postérieures au Premier Congrès (financé à hauteur de 13000 € presque entièrement par la CSU des P&R de l'état espagnol), près de la moitié (exactement 10.913,97 €) a de nouveau été financée par la CSU des P&R espagnols, contre 12.556,00 € versés par les 8 autres organisations qui ont payé leurs cotisations (aucune, à part la CSU des P&R de l'état espagnol, n'a payé les cotisations des 4 années).

Je vais maintenant détailler les contributions : PAME (Grèce) 6.767,18 € ; Jubiqué (Espagne) 2.100 € ; PEO (Chypre) 1.500 € ; BSNL (Inde) 653,11 € ; Front Syndical de Classe (France) 400 € ; AST (Espagne) 90 € ; Labor Today (USA) 35,71 € ; un camarade de Croatie 10 € ; et le CSU des P&R (État espagnol) les 10.913,97 € mentionnés.

Nous considérons qu'il est très satisfaisant que des pays comme l'Espagne, l'Équateur, le Danemark, le Sénégal, le Népal, la Tunisie, le Brésil et la Grèce aient apporté des contributions financières significatives à notre UIS en accueillant les réunions des équipes de direction.

Nous apprécions aussi les contributions, en payant les frais de voyage de leurs délégués, de ces pays et d'autres pays des 5 continents, qui ont fait le succès des 5 rencontres continentales. Réunions au cours desquelles 5 équipes de gestion régionales ont été créées, mais pas encore complétées.

J'insiste sur le fait que les données ci-dessus proviennent du bilan qui nous a été présenté par le Secrétariat des Finances lors de la réunion du 13/02/2018 à Athènes, le bilan s'est clôturé au 31-12-2017. Au moment du Congrès, nous disposerons d'informations plus actualisées, que je vous demande d'étudier attentivement, en espérant qu'elles se seront améliorées par rapport à tout ce qui a été dit dans les paragraphes précédents.

L'ACTIVITÉ DE PROPAGANDE. –

Lors du premier Congrès, nous avons élu le camarade Alain Rodriguez (France) à la tête de ce Secrétariat. Il a commencé son travail en demandant de l'aide et de la collaboration, présentant le 5 mai 2014 un plan de travail qui a été diffusé pour son application. Malheureusement, le 17 août 2016, il a démissionné par écrit en invoquant des raisons personnelles qu'il n'a pas expliquées.

C'est pourquoi, à partir de cette date, toute l'activité de propagande de notre UIS a été reprise presque entièrement par le Secrétaire Général, à l'exception des documents et affiches pour la 3ème Journée mondiale de lutte du 1er octobre, qui ont été repris par les camarades du PAME.

La propagande de notre UIS a été orientée. 1) diffuser les accords de notre Premier Congrès ; 2) faire entendre notre voix aux quatre coins du monde (dans les réunions de la FSM, en envoyant des courriels abondants à de nombreux pays de la planète, par les vœux du Nouvel An - celui de 2018 en 20 langues différentes -, 3) en utilisant le site Internet de notre UIS qui a joué un rôle important, même s'il est encore sous-utilisé, malgré qu'il dispose de documents en 12 langues ; 4) en étant présent à toutes les initiatives auxquelles les syndicats de la FSM et leur direction centrale nous ont invités ; et 5) en envoyant des salutations et des documents de solidarité (correspondant à notre ancienneté et à notre expérience syndicale) partout sur les 5 continents.

Une partie très importante du travail de propagande est sur le site Internet de notre UIS.

Dans le document COMMUNICATION N°1, il est dit mot pour mot :

« Nous avons déjà des personnes responsables du contenu du site Internet en plusieurs langues :

Arabe, le syndicat ALBA de Bahrein.

Castillan ou Espagnol, le syndicat espagnol CSU P&R

Catalan, le syndicat COS de l'État espagnol.

Basque, le syndicat LAB de l'État espagnol.

Grec, le syndicat PAME de Grèce.

Anglais, le syndicat AIBDPA de l'Inde.

Nous pouvons donc demander à d'autres syndicats de se charger de tenir à jour le site Internet dans la langue qu'ils utilisent le plus. Toute suggestion ou offre est la bienvenue. Les langues actuellement en attente d'attribution sont : français, galicien-portugais, italien et russe.»

Par la suite, la partie française a été attribuée au FSC en France, la partie grecque au PEO à Chypre et la partie russe à la Croatie.

Mais nous devons admettre que ces responsabilités n'ont pas fonctionné et que tout a été géré avec les amis informaticiens du Secrétaire Général.

SECRETARIAT DE L'ÉGALITÉ HOMMES/FEMMES. –

Lors du Congrès, nous avons décidé de confier cette responsabilité au syndicat italien USB. Après plusieurs mois, on nous a donné le nom de la camarade Emiddia Papi, que nous avons accepté comme responsable de cette tâche.

Elle n'a jamais commencé, pour autant que nous le sachions, son travail pour notre UIS. Elle n'est pas même venue à la Conférence européenne que nous avons tenue à Copenhague en juillet 2016, ainsi le syndicat USB a désigné une autre camarade syndicaliste pour y assister.

Lorsque je me suis rendu à Rome, en mai 2017, pour assister au Premier Congrès des P&R de l'USB, j'ai insisté à nouveau sur ce sujet (j'avais déjà réitéré la demande à plusieurs reprises par e-mail) mais nous n'avons toujours pas de réponse à ce jour.

Au cours de ce deuxième Congrès, nous devons élire la camarade qui prendra en charge ce Secrétariat afin de promouvoir correctement la Campagne Mondiale pour l'ÉGALITÉ HOMMES/FEMMES EN CE QUI CONCERNE LES PENSIONS. Revendication dont la crédibilité est liée au travail en attente pour parvenir à l'égalité dans nos structures, nos projets et nos discours.

SECRETARIAT À LA SANTÉ ET À LA SÉCURITÉ SOCIALE. –

Nous avons confié ce secrétariat au camarade Frank Goldsmith des États-Unis. Nous savions qu'il avait la capacité et l'expérience nécessaires pour s'acquitter de cette tâche importante. Ses autres activités en tant que leader du syndicalisme de classe aux États-Unis, et en particulier sa responsabilité de représenter la FSM au siège de l'ONU à New York, l'ont empêché de consacrer du temps à ce Secrétariat qui n'a pas encore commencé son travail.

SECRETARIAT À LA FORMATION SYNDICALE. –

Nous avons élu le camarade Fred Krausser de l'Australie en tant que responsable. Il a assisté au premier congrès et démontré la volonté de son organisation (l'Union Maritime Australienne) d'œuvrer pour le succès de notre travail en tant qu'UIS.

Nous avons eu des échanges intéressants entre la direction de notre UIS et la direction syndical australienne pendant de nombreux mois. Au moment de la convocation de la Conférence européenne de notre UIS, les syndicats australiens (comme ceux du Canada et des États-Unis) ont même demandé à être invités, non pas parce qu'ils étaient européens, mais parce que les conditions réglementaires de retraite dans leur pays sont similaires à celles que nous connaissons en Europe.

Mais quelques mois plus tard, on nous a dit qu'ils cessaient de collaborer avec notre UIS.

Nous n'avons rien su de plus au sujet des P&R du secteur maritime australien.

En bref, nous ne pouvons présenter aucun bilan du travail de ce Secrétariat.

LES TÂCHES EFFECTUÉES PAR LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL. –

Je pense qu'elles sont suffisamment explicitées dans les 14 documents intitulés COMMUNICATION, qui peuvent être consultés en 3 langues (anglais, français et espagnol) sur le web : <http://www.pensionistas.info/web/es/node/230>

Avec ce qui est indiqué dans ces 14 documents et ce qui est cité dans ce rapport, je crois que sont donnés les explications et les compte rendus nécessaires.

PRÉSIDENCE DE NOTRE UIS. –

Le camarade Dimos Koumpouris ouvrira le Deuxième Congrès par un discours dans lequel il pourra faire le point sur son travail.

Pour ma part, je voudrais simplement saluer le président de notre UIS et souligner que c'est avec lui que j'ai pu travailler plus et mieux pendant les années qui ont suivi le Premier Congrès. Nous l'avons fait en face à face et lors de réunions virtuelles (mentionnées ci-dessus), ce qui nous a permis de réaliser les principaux objectifs de nos tâches de gestion.

Pour résumer ce compte rendu de l'activité des Secrétariats de notre UIS élus au premier congrès, je pense qu'il est juste de souligner que lorsque nous avons créé notre UIS, nous ne nous connaissions pas entre camarades et nous n'avions pas l'expérience de ce que chacune des responsabilités exigerait (comme le dévouement, le temps et l'effort).

Il est donc naturel que nous ayons rencontré les difficultés que je viens de décrire.

Mais nous devons tirer les leçons, comme le syndicalisme de classe le fait toujours, des difficultés que nous avons rencontrées pour pouvoir les surmonter.

C'est ce que nous avons l'intention de faire et nous le ferons lors de ce deuxième congrès, lorsque, une fois le débat sur les documents terminé, nous élirons les nouvelles équipes de direction.

OBJECTIFS POUR LES 5 ANS QUI NOUS SÉPARENT DE NOTRE TROISIÈME CONGRÈS. –

Camarades,

Nous organisons les Congrès pour nous conformer à l'obligation statutaire, mais principalement pour apprendre des expériences de lutte (à la fois celles qui se sont conclues par des victoires et celles qui se sont temporairement terminées par des défaites), pour y réfléchir et améliorer ainsi notre capacité à conquérir les droits que la classe ouvrière

revendique à juste titre. Par conséquent, notre objectif, lors de toute réunion internationale et plus encore lors d'un Congrès, n'est pas de faire un voyage (comme le font les syndicats jaunes en dépensant des millions pour le tourisme syndical), mais de prendre des décisions qui nous aideront à mettre fin à l'exploitation du prolétariat et à l'accomplissement du socialisme.

Nous organisons donc les Congrès pour présenter des propositions de travail qui nous permettront de progresser vers nos objectifs, tels que définis ci-dessus.

Je propose donc que lors de ce deuxième Congrès nous adoptions les objectifs suivants :

- A) Renforcer notre UIS, et avec elle, renforcer la FSM, en tant qu'outils de notre lutte, en tant que classe ouvrière, pour éradiquer le capitalisme et réussir à le reléguer à une étape révolue de l'histoire de l'Humanité. Faire du capitalisme et son allié le patriarcat, le véritable second esclavage dont nous serons libérés en interdisant toute exploitation, tout comme la traite négrière et son existence même¹⁰.
- B) Pour nous conformer à ce qui précède, nous devons contacter toutes les organisations de P&R ayant des positions anticapitalistes, qu'elles soient ou non des syndicats, pour les inviter à adhérer (en tant qu'affiliées ou observatrices) à notre UIS.
- C) Être cohérent et lutter avec une vision internationaliste, pour affronter notre ennemi qui lui est organisé au niveau mondial, en surmontant les difficultés de lutter au-delà des frontières de nos pays respectifs.
- D) Affecter les meilleurs cadres syndicaux et associatifs de nos organisations de classe de P&R, pays par pays, à intensifier le travail international afin de faire progresser la capacité de lutte, et par conséquent celle de victoire, de notre UIS.
- E) Lutter pour que toutes les Lois Fondamentales, appelées aussi Constitutions, de tous les pays, reconnaissent comme un DROIT HUMAIN UNIVERSEL le droit de percevoir, au moins à partir de 60 ans, une pension publique suffisante pour vivre une vie digne (respectant les 6 points qui définissent ce qu'est pour nous, une vie digne). Ce sera la meilleure façon de se rappeler que le 10/12/2018 nous fêterons le 70^{ème} anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits Humains (déclaration signée à ce jour mais non respectée dans tous les pays capitalistes).
- F) Respecter l'obligation statutaire en payant chaque année la cotisation correspondante.
- G) Continuer d'organiser des Journées Mondiales de Lutte, au moins une fois par an aux alentours du 1^{er} octobre.
- H) Poursuivre la tenue de journées régionales de lutte qui seront fixées et programmées sur chaque continent ou région, si possible au printemps.

- I) Donner plus de force aux luttes des P&R pays par pays, en impliquant les actifs, autrement dit, les futures personnes retraitées.
- J) Établir des listes claires de revendications, pays par pays, région par région, qui soient en accord avec les revendications générales des P&R (en tant que partie de la classe ouvrière) au niveau mondial, et qui ont été énoncées dans ce rapport.
- K) Approuver la réalisation, avec l'aide de la direction de la FSM et de la section féminine de notre fédération mondiale, d'une grande campagne en faveur de l'égalité hommes/femmes sur la question des droits des P&R sur l'ensemble de la planète.
- L) Faire en sorte que toutes les structures de la FSM comprennent que la lutte pour les droits des P&R, femmes et hommes, doit être développée à toutes les étapes de la vie professionnelle. C'est pourquoi nous veillerons toujours à ce que le travail syndical de notre UIS soit bien intégré à celui de toutes les autres structures de la FSM.
- M) Conformément à ce qui précède, nous proposons à la direction centrale de la FSM de soutenir la campagne exigeant que les Etats capitalistes paient les contributions de tous les travailleurs qui souhaitent mais ne peuvent pas travailler, c'est-à-dire qui sont au chômage, ainsi que celles des femmes qui travaillent sans frais (en raison de la mauvaise gestion humaine et économique de ces états capitalistes). C'est la seule façon de garantir à les et aux jeunes d'aujourd'hui leur droit futur à une retraite publique décente.
- N) Aider la nouvelle Commission Technique et de Recherche à disposer de toutes les données dont elle a besoin pour faire un bon travail en tant que tel.
- O) Préparer un document mondial qui situe, d'un point de vue de classe, la réalité des pensions aujourd'hui sur notre planète. Pour ce faire, nous devons faire appel à des personnes expertes techniques de différents pays.
- P) Répondre aux questionnaires qui sur notre site Internet reflètent les informations sur la réalité des pensions dans chaque pays, en les mettant à jour le cas échéant. Nous devons être en mesure d'avoir sur notre site Internet les données du plus grand nombre de pays possible. Voir sur : <http://www.pensionistas.info/web/es/node/23>
- Q) Compléter les données sur l'histoire de la lutte syndicale de chaque responsable en tant qu'UIS, à la fois au niveau mondial, régional et continental. Les CV syndicaux (Curriculum Vitae) que nous recevons seront ajoutés à ceux qui se trouvent déjà sur notre site Internet. Voir dans les différentes langues sur les sites Internet cités plus loin dans ce rapport.
- R) Élargir l'équipe traducteur et d'interprétation afin d'accroître le travail militant de traduction des textes et améliorer le niveau d'échange d'informations. Nous devons nous rappeler que les succès, même s'ils se produisent dans un autre pays ou sur un autre continent, aident toujours à remporter des victoires n'importe où sur la planète.

- S) Réussir à avoir pour notre site Internet une personne responsable pour chaque langue, afin que de plus en plus nous puissions y trouver les informations qui nous aideront à améliorer notre lutte et nos victoires.
- T) Communiquer en utilisant les meilleures technologies dont nous disposons. C'est pourquoi nous approuvons les progrès dans l'utilisation de la vidéoconférence (ou des appels téléphoniques partagés et simultanés depuis différents pays, avec l'interprétation simultanée) pour améliorer notre capacité à nous réunir et économiser les frais de déplacement.

PROPOSITIONS POUR LA NOUVELLE DIRECTION DE L'UIS. –

QUELQUES CRITÈRES POUR LA PRÉPARATION DES CANDIDATURES DES NOUVEAUX MEMBRES

Camarades,

Je vais maintenant faire quelques observations pour aider à la mission collective d'élire la nouvelle direction de notre UIS. Election à laquelle nous procéderons à la fin de notre Deuxième Congrès.

Nous n'en sommes encore qu'à l'étape de préparation du Congrès, et c'est pourquoi il nous reste suffisamment de mois avant la tenue du dit Congrès pour pouvoir réfléchir, échanger et préparer les CRITÈRES, **pas de noms pour le moment**, sur lesquels sélectionner les personnes qui pourraient être élues.

En ce qui concerne les propositions de noms (chacun indiquant le poste de direction pour lequel le candidat est considéré comme étant en bonne position pour remplir une telle responsabilité), nous pensons qu'elles ne devraient être faites (par écrit) que 3 mois avant le début du deuxième congrès, et chacune d'entre elles devrait provenir d'une instance collective de l'un des syndicats affiliés à notre UIS de P&R de la FSM.

Observations générales.

Notre UIS est jeune en termes d'années d'existence et, par conséquent, les syndicalistes qui la composent ne se connaissent pas assez bien et ont généralement peu d'expériences de travail en équipe.

Il peut avoir camarades, même venant de continents ou de pays différents, qui peuvent se connaître pour des activités antérieures au sein de la FSM, mais ce n'est pas ainsi dans la plupart des cas.

D'autre part, les méthodes de travail entre P&R ne sont pas toujours les mêmes que celles utilisées par des camarades non retraités, c'est-à-dire ceux en âge de travailler.

Nous, les P&R, pouvons consacrer la totalité ou une partie importante de notre vie quotidienne aux tâches syndicales, sans avoir ou avoir besoin d'une rémunération, d'origine syndicale, pour rétribuer ce travail.

Notre âge et la formation limitée que nous avons pu acquérir quant à l'utilisation et la maîtrise des nouvelles technologies ne nous aident pas toujours à utiliser les systèmes de communication modernes.

Les différentes langues qui permettent de se comprendre deviennent aussi une barrière qui, trop souvent, rend les échanges difficiles.

Pour faciliter une compréhension mutuelle, nous avons créé un site Internet (en 12 langues) à l'occasion de notre premier congrès : <http://www.pensionistas.info/web/es>

Site sur lequel, en plus d'un grand nombre d'informations classifiées et regroupées pour faciliter leur utilisation, il y a l'historique de la lutte syndicale de camarades de notre UIS (seulement ceux qui nous ont envoyé leur CV).

Il s'agit des CV syndicaux (Curriculum Vitae), qui peuvent être consultés, dans différentes langues, sur le site Internet de notre UIS :

<http://www.pensionistas.info/web/es/node/836>

<http://www.pensionistas.info/web/es/node/837>

<http://www.pensionistas.info/web/en/node/838>

<http://www.pensionistas.info/web/en/node/839>

<http://www.pensionistas.info/web/fr/node/840>

<http://www.pensionistas.info/web/fr/node/841>

Ces CV ne correspondent qu'à une partie actuelle de la direction de notre UIS.

Lorsque nous recevrons les CV manquants des camarades qui ont été élus or élues, lors du premier congrès de notre UIS, en tant que membres de la direction mondiale, ou les CV des camarades des différents continents qui ont participé aux 5 conférences régionales ou continentales, nous les ajouterons sur notre site internet.

Dans les paragraphes précédents, nous avons déjà évalué le travail collectif, tant dans les aspects positifs que dans les aspects insatisfaisants, de l'équipe de direction élue lors de notre premier congrès.

Pour résumer, notre UIS n'a pas été en mesure de mettre en place et de faire fonctionner ses équipes de direction et c'est l'un des principaux défis à relever lors du deuxième congrès.

Des réflexions précédentes, se détachent, comme possibles :

PROPOSITION DE CRITÈRES POUR ÊTRE CANDIDATE OU CANDIDAT À LA NOUVELLE DIRECTION DE L'UIS DES P&R DE LA FSM.

Pour pouvoir se présenter on doit :

- 1) Être une personne pensionnée ou retraitée
- 2) Appartenir à une organisation de classe affiliée à la FSM.
- 3) Fournir un résumé de 300 à 600 mots de l'histoire syndicale de la personne proposée.
- 4) Recevoir la proposition d'une instance organisationnelle qui envoie la proposition après l'avoir discutée collectivement.
- 5) Préciser les responsabilités que l'on pense pouvoir assumer dans la gestion de l'UIS.
- 6) Indiquer, dans le cas où vous avez déjà d'autres responsabilités syndicales, quel pourcentage de votre temps, dédié à la lutte syndicale, pourrez-vous consacrer à l'UIS des P&R.
- 7) Préciser les langues maîtrisées ou avec lesquelles vous pouvez travailler (même s'il s'agit de l'aide de personnes de votre entourage ou celle de traducteurs automatiques).
- 8) Déterminer les possibilités de messagerie et de vidéoconférence que vous pouvez utiliser.

POUR CONCLURE

Camarades,

Nous allons réaliser un grand, un important et excellent Deuxième Congrès.

Nous aurons de la satisfaction du résultat de notre travail collectif, découlant de la franchise, de la critique et autocritique avec lesquels nous aurons mené à bien le projet du congrès ; un projet participatif, démocratique, ouvert à toutes les organisations de classe de P&R de tous les continents et de toutes les régions de la planète.

Diffusons donc largement les idées développées dans ce rapport et discutons-en.

Avec un bon débat sur toutes les idées exprimées jusqu'à présent, et avec l'élection ultérieure de les meilleures personnes dirigeants, nous serons certainement en mesure de conclure ce deuxième Congrès en affirmant que notre UIS a fait un pas en avant important dans la consolidation et l'amélioration de notre capacité à lutter pour les droits de P&J dans le monde entier.

C'est ainsi que nous renforcerons la FSM et rendrons plus proche l'avenir d'une société sans exploités et sans personnes exploitées.

LONGUE ET DIGNE VIE AUX P&R !

VIVE LA FSM !

Barcelone, mars 2018

Quim Boix

Secrétaire Général de l'UIS (Union Internationale des Syndicats) de Pensionnés et Retraités (P&R) de la FSM

<http://www.wftucentral.org/?language=es>, <http://www.pensionistas.info/web/es>

ANNEXE 1.-

Liste des tâches pour guider le travail des coordinateurs de notre UIS

Il s'agit d'aider au succès de la réunion de travail que nous allons tenir à Athènes le 13 février, 2018, à l'invitation des P&R du PAME, pour préparer le Deuxième Congrès de notre UIS.

Là-bas, nous discuterons de cette proposition :

Objectifs pour le Deuxième Congrès maintenant que l'objectif fondamental fixé lors du Premier Congrès est atteint (à savoir créer l'ensemble de la structure de l'UIS des P&R): 1) Renforcer l'idée que la lutte des P&R est mondiale (lutte contre le capitalisme et son organe central, le FMI, qui veut privatiser les régimes de retraites, afin de gérer cet argent, dont la somme est bien supérieure à celle gérée par les banques et dans le but de supprimer ce droit solidaire, le transformant en un droit non solidaire et individuel). 2) Réussir à élaborer les propositions qui facilitent une lutte au niveau aussi bien régional que mondial. 3) Obtenir des membres de la direction élue lors du 2^{ème} congrès que leur responsabilité au niveau mondial soit assumée comme étant la principale de leurs responsabilités syndicales et qu'ils y consacrent tout leur temps et compétence. 4) Nous donner les moyens financiers qui nous permettent d'agir en tant qu'UIS.

Afin d'aider au succès de la réunion, je propose que chaque coordinateur contacte les pays de sa zone territoriale et recueille, au cours du mois de janvier 2018, les informations suivantes (même si ce n'est que dans une seule langue) auprès des organisations ayant un caractère de classe (anticapitalistes et anti-impérialistes¹¹), qu'il s'agisse de syndicats ou d'associations de P&R :

1. Nom des organisations de P&R existantes dans chaque pays
2. Liste de celles affiliées à la FSM
3. Liste de celles qui sont ou peuvent être amies de la FSM
4. Nombre approximatif des adhérents de chaque organisation
5. Liste des actions menées par chacune de ces organisations
6. Liste des principales revendications qu'elles réclament pour les P&R de leur pays
7. Nom et adresse électronique des principaux responsables de chaque organisation

Les informations recueillies seront transmises au Secrétariat Général de notre UIS, lorsqu'elles seront disponibles.

ANNEXE 2.-

Envoyée par le Secrétariat Général, COMMUNICATION N° 2, avril 2014

Réflexion sur l'échange de cadeaux.

Je veux commencer par expliquer qu'à Barcelone, en février 2014, lors du Congrès fondateur de l'UIS de P&R de la FSM, j'ai, en tant que SG, reçu les cadeaux suivants : a) des vêtements de l'Inde (des deux délégations); b) un livre de Chypre; c) une bouteille de liqueur de Grèce; d) 2 objets en bois du Népal; e) 6 montres du Bahreïn; f) des cigares de La Havane et des affiches de Cuba; et j'en ai probablement oublié quelques autres (je vous prie de m'en excuser).

J'en profite pour remercier ceux qui ont chacun fait des cadeaux. Étant donné la dynamique du Congrès, je n'ai remercié personne individuellement (par exemple, les camarades de Bahreïn m'ont donné les montres pendant que je conduisais la voiture - j'étais presque endormi- en les amenant pour prendre leur vol de retour).

Je sais que les cadeaux ont également été reçus par d'autres délégués et dirigeants de la nouvelle UIS. Dans plusieurs cas, les remises ont été faites en public, toujours avec la volonté d'afficher sa gratitude.

Ont également reçu des cadeaux individuels certains et, seulement quelques-uns des camarades (ce n'était pas possible pour les 60 qui accomplirent un travail militant et bénévole) qui aidèrent à l'organisation et au fonctionnement du Congrès. Je connais certains cas, probablement pas tous.

L'échange de cadeaux est une belle tradition de l'humanité, qui remonte aux origines de l'histoire que nous connaissons depuis des siècles et des millénaires. Et plus particulièrement lorsqu'il y a des réunions ou des événements internationaux.

Les cadeaux sont un signe d'amitié et laissent un bon souvenir chez les bénéficiaires, ainsi que la satisfaction d'avoir répondu aux soins reçus par la personne ayant voyagé dans un autre pays et qui fait un cadeau.

Jusqu'ici, aucun problème.

Je voudrais aborder la question des cadeaux qui ne sont pas destinés à un usage collectif. Si le cadeau est destiné à une organisation ou à un collectif, cette organisation décidera ce qu'elle fait avec le cadeau : l'expose à son siège social, le place dans sa bibliothèque, etc.

Le problème est, pour moi en tant que Secrétaire général, lorsque le cadeau ne présente qu'un usage personnel (comme certains des cadeaux reçus pendant le Congrès de Barcelone). En outre, dans ces cas, il n'y a généralement pas assez de cadeaux (le coût l'empêche) à offrir à chaque délégation ou à chaque personne présente.

Les cadeaux s'accumulent alors chez la ou les personnes ayant la plus grande responsabilité collective. Et, j'insiste, s'il s'agit de cadeaux à usage personnel, il y a une injustice, une inégalité. Et nous, syndicats de classe, nous luttons pour l'égalité.

L'intention de celui qui fait le cadeau n'est certainement pas de créer une inégalité ou de gêner le destinataire du cadeau (bien au contraire).

Mais moi, en tant que destinataire de certains des cadeaux cités (je veux dire les cadeaux que je ne peux pas partager), je me sens toujours mal à l'aise deux mois après le Congrès, alors j'encourage cette réflexion :

EST-CE QUE JE PROFITE SEUL D'UN CADEAU QUE J'AI REÇU POUR UN TRAVAIL COLLECTIF ?

Je pense que c'est là le fond du problème.

C'est pourquoi j'ouvre la réflexion dans notre UIS, et une fois le problème résolu entre nous, nous déciderons de quel usage faire de notre conclusion.

MA PROPOSITION est claire :

a) Le véritable cadeau que chaque délégation, se rendant à une réunion dans un autre pays, offre, est sa présence à celle-ci. En outre, le voyage a normalement été payé.

b) Si vous souhaitez laisser un souvenir, il doit toujours s'agir d'un objet à usage collectif, soit pour être exposé au siège de l'organisation qui a organisé la réunion, soit pour l'usage de toutes les personnes présentes (c'est-à-dire que des quantités suffisantes doivent être apportées), soit un exemplaire pour chaque personne présente (sûrement si onéreux que ma proposition devient dissuasive et il n'y a aucun cadeau, ou bien un simple badge ou petit objet, comme l'ont fait plusieurs délégations lors de notre Congrès de Barcelone).

c) Nous devons faire en sorte qu'il n'y ait pas de cadeaux à usage personnel, donnés exclusivement à un ou plusieurs dirigeants, et non à toutes les personnes présentes.

¹ FMI, BM, OCDE, UE, qui offrent des prêts à des pays auparavant appauvris, en échange de l'engagement de leurs gouvernements à mettre en œuvre les politiques néolibérales exigées par ces organismes.

² Comprendre comme un prolétaire, la personne qui ne possède pas les moyens de production pour exploiter les autres, si vous avez déjà un salaire comme si elle manque ou est insuffisante

³ Comprendre en tant que travailleur, comme nous le comprenons par le prolétaire

⁴ La lutte anti-patriarcale n'est pas une question spécifique dans la lutte des classes, car nos statuts indiquent qu'il s'agit d'une lutte au même titre que la lutte des classes et, comme nous le verrons, devant elle. Comprenons comme une femme qui travaille à la fois si elle le fait en échange d'un salaire ou non.

⁵ Ou "que des ressources soient consacrées"

⁶ Comme nous l'avons déclaré à la réunion de l'OIT à Genève.

⁷ Sans oublier que dans tous les cas, ces pensions comptaient sur les cotisations, et non pas le PGE, et ceux-ci dépendent de la PNB, qui dépend à son tour sur le Système de Comptabilité Nationale (SCN), lequel invisibilise tout prolétarien, disqualifié. Cela affecte doublement les femmes qui ont cessé de recevoir un salaire pour s'être livrées à des tâches de production et de reproduction non rémunérées, ainsi que des soins gratuits. À cet égard, nous allons rédiger un document qui soutient cet argument.

⁸ Comprendre comme prolétaire ce qui a été dit dans la note 2.

⁹ Les pensions ont été versées en fonction des cotisations et non du PGE, et celles-ci dépendent du PNB qui, à son tour, dépend du SCN (en URSS du SPM, qui est également patriarcal, il rend également invisible le travail de production et de reproduction, ainsi que celui des soins effectués principalement par des femmes non salariées)

¹⁰ Actuellement, il n'a pas été éradiqué, il continue d'exister dans son format archaïque ainsi que dans la nouvelle forme d'esclavage mentionnée dans le capitalisme tardif, en particulier celui des esclaves.

¹¹ Nous ajouterions maintenant «et anti patriarcales »